

Le refus du projet de détournement de l'eau du Touyre pour alimenter la retenue de Montbel s'appuie sur une réflexion globale pour se préparer aux conséquences du changement climatique en cours :

1/ Se pencher au chevet des cours d'eau et des nappes qui les accompagnent et donc se fixer comme objectif, mieux que la qualité de l'eau, les conditions nécessaires à la vie (et donc au fonctionnement naturel) des cours d'eau ainsi qu'à la préservation des nappes : ainsi on verrait que maintenir en état de stress permanent comme c'est le cas pour tous les débits réservés équivalents à 1/10^{ième} du module, les ruisseaux de montagne abondamment équipés de centrales est une erreur d'autant plus grave que l'élévation de la température de l'eau est déjà très influencée par celle de la température extérieure, soit 1,2° depuis 50 ans (article de la Dépêche du 12 11 18 > <https://www.ladepeche.fr/article-amp/2018/11/12/2904978-rechauffement-climatique-pyrenees-1-2-50-ans-alerte-rouge-massif.html>). Et on commencerait enfin à faire porter les efforts financiers sur la mise aux normes des stations d'épuration d'Ariège, pas seulement d'ailleurs celle de Laroque d'Olmes.

Or on nous annonce pour Montbel 13 millions de frais pour un débit toute l'année sur le Touyre inférieur à celui de son étiage d'aout quand cette rivière n'a pas trop de toute son eau pour se débarrasser peu à peu de ses pollutions passées et pour survivre aux changements climatiques à l'oeuvre ! Ne comptez pas sur les associations de protection de l'environnement pour valider ce genre de travaux.

Quant aux nappes alluviales, comment peut-on ne pas vouloir éviter que l'activité lucrative de quelques uns les assèchent et les polluent ? 1000 hectares de gravières à terme seront exploitées en Basse Ariège dont une part importante sera mise à l'air libre avec pour conséquence un volume d'eau évaporée considérable ! Pire : dès maintenant après une dizaine d'années d'activité d'extraction et de remblaiement par des déchets inertes du BTP (il n'y a pratiquement plus qu'en Ariège que c'est autorisé), les agriculteurs situés en aval des excavations constatent un assèchement accéléré de leurs terres et la pollution de leurs puits !

2/ Faire évoluer en vrai l'agriculture vers des pratiques vertueuses pour la biodiversité, l'eau et la santé comme le demande instamment la population, et vers la remise en état des sols pour un stockage maximum de l'eau qui tombe sur les parcelles cultivées et sur les forêts si on les gère durablement.

3/ Faire évoluer toutes les activités, y compris domestiques, et donc les mentalités, vers l'économie d'eau : arrêter le scandale des piscines privées, des lavages de voitures à tout va, des baignoires, des produits détergents à foison dont les stations d'épuration sont engorgées, etc... Cela suppose quelque chose que les décideurs sont incapables de faire jusqu'à présent : réaliser cette transformation avec les citoyens et non avec rien que des discours, des structures et des recommandations formelles. Cela suppose aussi qu'ils s'informent des publications scientifiques et qu'ils adaptent leur vue sur le moyen terme : c'est entre autres l'exemple de l'acharnement à équiper les stations de basse altitude de systèmes d'enneigement artificiel alors que l'altitude de l'enneigement naturel est en train de monter vers les 2000 mètres (cf l'ADEME et cf le récent colloque sur l'avenir des stations de montagne).

En conclusion, vous remarquerez que toutes ces préconisations de changement basées sur l'observation de la nature et l'influence des activités, sur les études scientifiques récentes, sur l'information et la motivation citoyenne, sont avancées par les groupes de protection de l'environnement quand les élus départementaux, la chambre d'agriculture au plus haut niveau, des structures régionales de gestion de l'eau, beaucoup de bureaux d'étude, les responsables de l'administration 09, cherchent encore à orienter les budgets vers des solutions du passé en s'employant surtout à "l'acceptabilité" de leurs projets par la population.